

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1901.

Projet de loi sur le gouvernement des possessions coloniales de la Belgique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'article premier de la Constitution révisée en 1893 prévoit l'acquisition par la Belgique de colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats, et stipule qu'elles seront régies par des lois particulières.

Antérieurement, la convention du 3 juillet 1890 portait, en son article 2, qu'une loi réglerait le régime spécial sous lequel les territoires du Congo se trouveraient placés dans le cas où la Belgique, usant du droit que lui reconnaissait le même article, s'annexerait l'État Indépendant à l'échéance du terme fixé par la convention.

Ce terme étant arrivé, les Chambres ont voté une loi qui a réservé le droit d'annexion de la Belgique.

Le Gouvernement n'en a pas moins jugé opportun de présenter dès maintenant à la Législature le projet de loi organique qu'il avait mis antérieurement à l'étude; les grandes lignes de ce projet ont été exposées déjà dans la réponse à l'une des questions posées par la commission chargée de l'examen de la loi qui vient de recevoir l'approbation des Chambres.

En agissant ainsi, le Gouvernement répond à un désir de l'opinion publique qui a été formulé notamment par la Chambre de commerce d'Anvers. Cette compagnie a émis, on le sait, non seulement le vœu de voir maintenir l'administration du Congo aux mains du Roi, souverain de l'État Indépendant, mais aussi celui de voir élaborer à bref délai, en prévision de toutes les éventualités, la loi organique que l'annexion rendra nécessaire.

Ce double vœu semble avoir rencontré bon accueil au sein de la Législature.

On s'accorde à reconnaître qu'il est hautement désirable de ne laisser subsister aucune incertitude sur le régime auquel sera soumis le Congo

devenu colonie belge. Les circonstances à la suite desquelles la question de l'annexion sera posée de nouveau, ne peuvent être actuellement prévues, mais, quelles qu'elles soient, la décision que les Chambres auront à prendre se trouvera grandement facilitée si, à ce moment, on est fixé sur le mode de gouvernement destiné à régir la colonie. Les délibérations de la Législature auront ainsi une base connue, acceptée à l'avance, et la transition entre l'union personnelle et l'annexion pourra s'opérer sans difficultés ni secousses.

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de présenter aux Chambres s'inspire de ces considérations. Il fixe dans leurs traits essentiels les rapports de la métropole avec les possessions coloniales que la Belgique pourrait acquérir; il organise les attributions des pouvoirs chargés de l'administration de ces possessions; il établit enfin les garanties nécessaires à la constitution d'un gouvernement régulier et au respect des droits privés.

Ce projet a été conçu dans le but de fonder sur des assises durables le droit public colonial de la Belgique; il est destiné à devenir en quelque sorte la charte de nos colonies.

Ainsi que nous venons de le dire, le Gouvernement a déjà fait connaître ses vues sur le régime qu'il convient d'établir dans les colonies belges.

Ce régime est celui d'une autonomie aussi large que possible de l'administration coloniale. Dans les États constitutionnels et parlementaires, dont la législation peut nous servir de modèle, le chef du Gouvernement est investi du pouvoir de faire des lois pour les colonies et du pouvoir de les faire exécuter; les Chambres ne conservent le droit de légiférer qu'en certaines matières, réservées à leur compétence parce qu'elles se rattachent intimement aux intérêts essentiels de l'Etat et qu'elles touchent au droit de contrôle dont le Parlement ne pourrait se dépouiller sans détruire les liens qui unissent la colonie à la métropole.

Sous des formes diverses, ces principes sont admis en Italie, comme ils le sont en Angleterre dans les possessions désignées sous le nom de « crown colonies »; ils se rencontrent aussi au fondement des institutions coloniales françaises.

Pour les introduire en Belgique, nous pouvons invoquer, non pas seulement l'exemple des grandes puissances coloniales, mais aussi une expérience qui nous est propre.

Créé sous le régime de l'union personnelle, le Congo a été organisé grâce à l'initiative du Souverain, secondé dans cette tâche par des officiers et des fonctionnaires belges. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un Etat possédant une organisation complète et perfectionnée, un code de lois civiles et criminelles, un corps de fonctionnaires ayant déjà ses traditions.

La période du premier établissement est terminée; il ne reste plus qu'à persévérer dans la voie parcourue jusqu'à présent avec de si féconds résultats, en apportant à un gouvernement qui a fait ses preuves, les améliorations que réclameront les phases successives de son développement et les exigences sans cesse croissantes du progrès de la civilisation chez les populations indigènes.

La loi organique doit tenir compte de cette expérience. Elle remet au Roi non seulement le pouvoir d'administrer la colonie au sens le plus étendu, mais aussi le pouvoir de faire les lois en toute matière.

L'article premier de la Constitution laisse une entière latitude à cet égard.

« Il serait bon, dit le rapport de la Commission chargée de l'examen des » projets de revision constitutionnelle de 1893, que la Constitution réglât le » principe de l'acquisition et de la fondation de colonies. Celles-ci ne feraient » pas partie du territoire national. Ce serait au législateur ordinaire de » déterminer tout ce qui concernerait le régime colonial et de fixer les droits » civils et politiques des populations soumises à la domination belge. »

Au cours de la discussion, le chef du cabinet fit des déclarations semblables qui reçurent l'assentiment de la Chambre.

En statuant que les colonies belges seront régies par des lois particulières, le législateur a entendu dire que la Constitution elle-même n'est pas applicable de plein droit dans les possessions d'outre-mer. C'est donc à la loi organique qu'il appartient de déterminer celles des dispositions de notre pacte fondamental qu'il conviendra de mettre en vigueur dans les colonies, au triple point de vue du mode d'exercice des pouvoirs remis au Roi, des garanties constitutionnelles dont les Belges ne peuvent être privés dans les possessions d'outre-mer, enfin du contrôle attribué aux Chambres sur la gestion des affaires coloniales.

Tel est l'objet des deux premiers chapitres de la loi. Le troisième est consacré au Ministre des Colonies et au Conseil colonial; le quatrième s'occupe des relations extérieures; le dernier contient certaines dispositions générales.

Quant aux rapports financiers de la colonie et de la métropole, il ressort à toute évidence, de l'ensemble de la loi, que les finances de l'une et de l'autre doivent être séparées autant que possible. Notre régime colonial reposera ainsi, dès ses débuts, sur un principe qui a contribué au succès de la colonisation anglaise et qui se trouve inscrit parmi les réformes désirées chez les puissances coloniales dont la législature n'a pas suivi la même voie.

L'article 1^{er} confère au Roi le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans les possessions coloniales, sans autre restriction que le contre-seing d'un ministre responsable de tous les actes du Souverain.

L'exercice du pouvoir législatif exige une garantie particulière. A la différence de l'acte de simple administration, la loi, obligatoire de plein droit pour ceux qui y sont soumis, doit être portée à la connaissance de tous : aucun décret ne pourra donc avoir force de loi s'il n'est publié en la forme prescrite (art. 2).

Quelque étendu que soit le pouvoir législatif dévolu à la Couronne dans les possessions coloniales, il a paru indispensable d'établir certaines règles qui déterminent son exercice en matière de finances et en ce qui concerne la justice. Ces règles sont empruntées à la Constitution; elles se retrouvent dans tous les États civilisés et ont pour but en même temps d'assurer le respect des droits individuels. La Constitution stipule pour ces matières

une série de garanties qui limitent les attributions du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Le projet de loi organique en étend l'effet aux possessions d'outre-mer, dans une mesure appropriée aux exigences particulières du gouvernement de contrées lointaines et encore peu civilisées dans leur plus grande partie.

En ce qui concerne les finances, il semble qu'il suffise d'appliquer à la colonie le principe fondamental qui domine nos institutions financières : aucune taxe douanière, aucun impôt ni aucune exemption d'impôts ne peuvent être établis que par décret (art. 3), c'est-à-dire par un acte du pouvoir souverain ayant force de loi.

Il n'est pas d'État bien ordonné qui s'administre sans budget régulièrement dressé pour les recettes et les dépenses. Aux termes de l'article 3, le budget de la colonie sera arrêté chaque année par le Roi. La remise de cette attribution au Souverain a paru nécessaire parce qu'on n'aurait pu organiser une administration décentralisée et autonome si l'on avait consacré, en ce qui regarde le budget, une intervention des Chambres sous la forme d'un vote impliquant l'approbation ou le rejet de chaque poste de recette ou de dépense.

La Constitution confère au Roi la prérogative de battre monnaie. Cette prérogative lui est conservée par l'article 4 pour la frappe des monnaies de billon qui seront indispensables à la colonie. Mais il va de soi que celles-ci ne pourront avoir cours légal en Belgique.

Quant aux monnaies légales du royaume en or et en argent, elles auront cours dans la colonie aux mêmes conditions qu'en Belgique. Comme il sera nécessaire d'en frapper une certaine quantité pour l'usage de la colonie, il est équitable d'attribuer au budget colonial le bénéfice qui pourra résulter de cette émission nouvelle.

L'article 6 remet au Roi l'organisation de la justice civile et de la justice militaire en matière répressive. Cette organisation ne peut se faire que par décret. La justice est rendue et exécutée au nom du Roi, par jugements motivés (art. 9); le Roi nomme les fonctionnaires de l'ordre judiciaire (art. 7) et possède, comme en Belgique, le droit de grâce (art. 10).

Les conditions dans lesquelles s'exerce la justice aux colonies ne permettent pas d'adopter sans quelques modifications les dispositions de notre organisation judiciaire.

Le Roi peut révoquer les juges civils, comme cela est admis dans la plupart des colonies, mais cette révocation ne peut avoir lieu que sur la proposition du gouverneur général, qui prendra l'avis du président du tribunal d'appel de la colonie (art. 7).

De même, des considérations dictées par l'intérêt de la sûreté publique dans la colonie peuvent exiger que le Roi suspende, dans un territoire déterminé, l'action des cours et tribunaux civils, et confie l'exercice de la justice répressive aux juridictions militaires. L'article 8 lui assure ce droit.

Les nécessités spéciales du gouvernement d'une colonie exigent que le fonctionnaire qui représente le Roi dans la possession et y dirige l'administration, ait entre les mains des pouvoirs très étendus.

D'après l'article 10 du projet, le Roi peut déléguer le pouvoir exécutif au gouverneur général.

L'intérêt et la sûreté de la colonie réclament parfois des décisions énergiques et promptes, dépassant la portée des actes ordinaires d'administration, sans que le gouverneur ait le temps d'en référer à Bruxelles, d'y faire connaître la situation dans tous ses détails et de provoquer les mesures nécessaires de la part du pouvoir suprême. L'article 10 lui permet, dans ce cas, de suspendre momentanément l'exécution des décrets et de prendre des dispositions ayant force de loi. Mais il importe que ces ordonnances, nées de circonstances passagères ou d'incidents imprévus, conservent un caractère exceptionnel et provisoire. Pour devenir définitives, elles doivent avoir reçu l'approbation du Roi; si cette confirmation ne leur est pas donnée dans le délai d'un an, elles cessent de plein droit d'être exécutoires.

Le chapitre II traite du rapport annuel aux Chambres. C'est sous cette forme que le Gouvernement estime qu'il convient d'établir les relations entre les pouvoirs publics de la métropole et le Roi dépositaire de l'autorité souveraine dans la colonie.

Les divers objets que comprendra le rapport annuel sont indiqués à l'article 11. C'est un exposé général de la situation politique, économique, financière et morale de la colonie, auquel seront joints en annexe le budget de l'année courante et le compte du dernier exercice clôturé.

Les Chambres se trouveront ainsi en possession de tous les éléments nécessaires pour apprécier non seulement la situation de la colonie, mais aussi la politique qui préside à son gouvernement, les projets de l'administration coloniale, ses succès, les difficultés qu'elle aura à résoudre et les obstacles qu'elle devra surmonter.

Le Parlement sera dès lors en mesure de procéder à l'examen que prévoit l'article 13. Les débats que cet examen provoquera seront de nature à éclairer le pays, d'une manière complète, sur la marche des affaires.

Il est aisé de comprendre qu'il y aurait de graves inconvénients à ce que les questions relatives au gouvernement de la colonie fussent portées devant les Chambres en dehors de l'époque du dépôt du rapport annuel.

De semblables discussions, qui pourraient se renouveler à tout propos, seraient de nature à entraver la marche régulière de l'administration de la colonie et elles transformeraient le légitime contrôle des Chambres en une ingérence contraire à l'économie de la loi organique. C'est pourquoi l'article 13, tout en reconnaissant le droit inaliénable que possèdent les membres de la Législature de poser au Gouvernement des questions ou de l'interpeller sur ce qui concerne la politique coloniale, subordonne l'exercice de ce droit, en dehors de l'examen annuel dont il est question plus haut, à l'adhésion du Ministre des Colonies, adhésion qui ne sera refusée que si les circonstances rendaient l'interpellation inopportune et contraire aux intérêts de la colonie.

Le chapitre III s'occupe du Ministre des Colonies et du Conseil colonial.

La possession d'une colonie entraîne la création des rouages administratifs indispensables au siège du gouvernement central.

Ces rouages constitueront un Département ministériel indépendant des autres. Il est conforme au principe de l'autonomie financière de la colonie que la charge en soit supportée par le budget colonial.

Il a été dit plus haut qu'aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un ministre. Ce ministre sera le chef du nouveau Département. Agent du Souverain, responsable devant les Chambres, il doit être nommé et révoqué par le Roi. Il sera donc un ministre belge chargé d'une catégorie spéciale des affaires du pays. A ce titre, il fera partie du Conseil des Ministres et sera mis sur le même rang que ses collègues. Les dispositions des articles 86 à 91 de la Constitution doivent dès lors lui être applicables. A ses côtés, il est institué un corps consultatif, composé de quatre membres nommés par le Roi pour quatre années.

Le Ministre des Colonies préside le Conseil colonial avec voix délibérative.

Le Conseil, dont les attributions consistent à donner des avis sur les questions que lui soumet le Roi, est destiné à faciliter l'administration de la colonie en éclairant le Souverain sur toutes les mesures que l'expérience pourra suggérer. Afin de le mettre en situation de remplir cette mission, deux de ses membres doivent avoir exercé des fonctions de l'ordre administratif, judiciaire ou militaire dans les possessions coloniales ou bien y avoir participé à la direction d'un établissement industriel ou commercial.

Le chapitre IV traite des relations extérieures.

La Constitution remet au Roi la direction des relations extérieures de la Belgique. Il ne saurait en être autrement en ce qui regarde les rapports des colonies avec les puissances étrangères.

Mais ces rapports sont trop étroitement liés à ceux que la Belgique entretient avec les mêmes puissances pour qu'il soit possible de les en séparer sur le terrain de la compétence et de la responsabilité ministérielles : les raisons que l'on fait valoir, à si juste titre, pour assurer au Roi un pouvoir indépendant dans l'administration intérieure de la colonie ne peuvent être invoquées ici. Les affaires extérieures des possessions d'outre-mer seront en conséquence traitées par le Ministre des Affaires Étrangères du Royaume (art. 18).

La principale des attributions du Roi, en matière d'affaires étrangères, consiste dans la conclusion des traités internationaux.

L'article 17 confère au Roi cette même prérogative en ce qui concerne les traités que les intérêts coloniaux rendront nécessaires, avec les réserves établies par l'article 68 de la Constitution.

Le chapitre V du projet est consacré à certaines dispositions générales de nature diverse. Il suffit ici de les indiquer :

L'article 19 assure force exécutoire dans les colonies aux jugements rendus en matière civile et commerciale par les tribunaux belges, et force exécutoire en Belgique aux jugements de même nature rendus dans les colonies.

La même disposition ne pouvant s'appliquer à la justice criminelle, le Belge accusé de crime ou de délit aux colonies et qui se sera réfugié en

Belgique ne sera pas extradé à la justice coloniale, mais jugé en Belgique et conformément à la loi belge (art. 20).

L'article 21 maintient leur droit à l'avancement dans l'armée ou dans l'administration en Belgique, aux officiers et fonctionnaires qui prennent du service aux colonies.

L'article 22 permet à l'administration coloniale de continuer à faire usage du sceau et du drapeau dont elle s'est servie jusqu'à présent. Cette disposition est particulièrement nécessaire au Congo, où la suppression du drapeau de l'État Indépendant, le seul que connaissent les indigènes, ne pourrait se faire sans de sérieux inconvénients.

L'article 23 conserve leur force obligatoire aux décrets et arrêtés en vigueur dans la colonie qui ne seraient pas contraires à la loi en projet. Enfin l'article 24 soumet à l'avis préalable du Conseil colonial, si le Gouvernement le demande, toute modification ou toute addition à la même loi.

Le Gouvernement se plaît à espérer que le projet de loi organique, tel qu'il vient d'être exposé, répond aux intentions des Chambres et qu'elles n'hésiteront pas à lui donner leur approbation.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. DE FAVEREAU.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*
J. DE TROOZ.

Le Ministre de l'Agriculture,
B^{on} M. VAN DER BRUGGEN.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,
B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*
JUL. LIEBAERT.

Le Ministre de la Guerre,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

(8)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives :

CHAPITRE PREMIER.*De l'exercice des pouvoirs.***ARTICLE PREMIER.**

Les pouvoirs législatif et exécutif dans les possessions coloniales de la Belgique appartiennent au Roi.

Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un Ministre.

ART. 2.

Le pouvoir législatif est exercé par voie de décrets.

Aucun décret n'est obligatoire qu'après avoir été publié.

ART. 3.

Aucune taxe douanière, aucun impôt ne peuvent être établis ni aucune exemption d'impôt accordée que par décret.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Raad van Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

EERSTE HOOFDSTUK.*Van de machtuitoefening.***EERSTE ARTIKEL.**

De wetgevende macht en de uitvoerende macht in België's koloniale bezittingen, berusten bij den Koning.

Geene akte des Konings kan uitwerking hebben, indien zij niet medeondertekend is door eenen Minister.

ART. 2.

De wetgevende macht wordt door middel van decreten uitgeoefend.

Geen decreet is verplichtend dan na bekendmaking.

ART. 3.

Geen tolrecht, geene belasting mogen ingevoerd, noch eenige vrijstelling van belasting mag verleend worden, tenzij bij een decreet.

ART. 4.

Les monnaies d'or et d'argent ayant cours en Belgique ont cours dans la colonie aux mêmes conditions qu'en Belgique.

Le bénéfice qui pourra résulter de la frappe des monnaies belges nécessaires à la colonie sera attribué au budget colonial.

Il est loisible au Roi de frapper des monnaies de billon spéciales pour la colonie; ces monnaies n'ont pas cours en Belgique.

ART. 5.

Le budget des recettes et des dépenses des possessions coloniales est arrêté chaque année par le Roi.

ART. 6.

Le Roi organise par décret la justice civile et la justice militaire répressive.

ART. 7.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont nommés et révoqués par le Roi.

La révocation des juges civils ne peut avoir lieu que sur la proposition du Gouverneur Général qui prendra l'avis du président du tribunal d'appel de la colonie.

ART. 8.

Le Roi peut, pour des raisons de sûreté publique, suspendre dans un territoire déterminé l'action des cours et tribunaux civils et confier l'exercice de la justice répressive aux juridictions militaires.

ART. 9.

La justice est rendue et exécutée au nom du Roi.

Tout jugement est motivé.

Le Roi a le droit de remettre, de réduire et de commuer les peines.

ART. 4.

De in België gangbare gouden en zilveren munt is gangbaar in de kolonie onder dezelfde voorwaarden als in België.

De winst, die het slaan van Belgische, voor de kolonie noodige munt, mocht afwerpen, zal de koloniale begrooting ten goede komen.

Het staat den Koning vrij bijzondere kopermunt te slaan voor de kolonie; die munt is niet gangbaar in België.

ART. 5.

De begrooting van inkomsten en uitgaven der koloniale bezittingen wordt ieder jaar vastgesteld door den Koning.

ART. 6.

De Koning richt bij decreet het burgerlijk gerecht en het militaire strafgerecht in.

ART. 7.

De rechterlijke ambtenaren worden door den Koning benoemd en ontslagen.

Het ontslaan van burgerlijke rechters mag alleen geschieden op voorstel van den Gouverneur-Generaal, die het advies inwint van den voorzitter der beroepsrechtbank van de kolonie.

ART. 8.

Om redenen van openbare veiligheid, mag de Koning, binnen een bepaald grondgebied, de werking van de burgerlijke hoven en rechtbanken schorsen en de uitoefening van het strafgerecht aan de militaire rechtsmacht opdragen.

ART. 9.

Recht wordt gesproken en ten uitvoer gelegd in naam des Konings.

Ieder vonnis is met redenen omkleed.

Den Koning behoort het recht, onthefing, vermindering en verwisseling van straf te verleen.

ART. 10.

Le Roi peut déléguer le pouvoir exécutif au Gouverneur Général de la colonie.

Il peut l'autoriser, lorsque l'intérêt ou la sûreté de la colonie l'exigent, à suspendre momentanément l'exécution des décrets et à porter lui-même des dispositions ayant force de loi.

Mais les ordonnances ayant cet objet cessent d'être exécutoires après un délai d'un an si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

CHAPITRE II.*Du rapport annuel aux Chambres.***ART. 11.**

Chaque année, il est présenté aux Chambres, au nom du Roi, un rapport sur l'administration des possessions coloniales.

Ce rapport contient tous les renseignements propres à éclairer la représentation nationale sur la situation politique, économique, financière et morale de ces possessions.

ART. 12.

Le budget des possessions coloniales, pour l'année courante, ainsi que le compte définitif des recettes et des dépenses du dernier exercice clôturé, sont communiqués en annexe du rapport annuel.

ART. 13.

Lors du dépôt de ce rapport, les Chambres examinent les actes de l'administration coloniale.

En tout autre temps, les questions et les interpellations relatives aux possessions coloniales ne seront portées à l'ordre du jour des Chambres que si le Ministre des Colonies y donne son adhésion.

ART. 10.

De Koning mag de uitvoerende macht overdragen op den Gouverneur-Generaal der kolonie.

Wanneer het belang of de veiligheid van de kolonie het vereischt, mag Hij hem machtigen tijdelijk de uitvoering der decreten te schorsen en zelf wetkracht hebbende bepalingen uit te vaardigen.

Maar de verordeningen met dit doel genomen, houden op uitvoerbaar te zijn na één jaar, indien zij, vóór het verstrijken van dien tijd, niet bij decreet goedgekeurd zijn.

HOOFDSTUK II.*Van het jaarverslag aan de Kamers.***ART. 11.**

Er wordt ieder jaar aan de Kamers, in 's Konings naam, een verslag aangeboden over het beheer der koloniale bezittingen.

Dat verslag bevat al de inlichtingen die van aard zijn de nationale vertegenwoordiging op de hoogte te stellen van den staatkundigen, economischen, geldelijken en zedelijken toestand dier bezittingen.

ART. 12.

De begrooting der koloniale bezittingen, voor het loopend jaar, alsmede de slotrekening van inkomsten en uitgaven over het laatste geslotendienstjaar, worden overgelegd als bijlage aan het jaarverslag.

ART. 13.

Bij de aanbieding van dat verslag, onderzoeken de Kamers de handelingen van het koloniaal beheer.

Op elk anderen tijd, worden vragen en ondervragingen betreffende de koloniale bezittingen alleen mits toestemming van den Minister van Koloniën aan de dagorde der Kamers gebracht.

CHAPITRE III.

Du Ministre des Colonies et du Conseil colonial.

ART. 14.

Il est créé, sur le budget colonial, un Ministère des Colonies.

Le Ministre des Colonies est nommé et révoqué par le Roi. Il fait partie du Conseil des Ministres.

Les articles 86 à 91 de la Constitution belge lui sont applicables.

ART. 15.

Le Conseil colonial se compose de quatre membres nommés pour quatre ans par le Roi. Un membre sort chaque année.

Les membres du Conseil peuvent être révoqués par le Roi.

Deux des membres du Conseil doivent avoir exercé des fonctions de l'ordre administratif, judiciaire ou militaire, dans les possessions coloniales, ou y avoir participé à la direction d'un établissement industriel ou commercial.

ART. 16.

Le Conseil colonial délibère sur toutes les questions que lui soumet le Roi.

Les avis du Conseil sont donnés à la majorité absolue des voix.

Le Ministre des Colonies préside les séances et y a voix délibérative.

CHAPITRE IV.

Des relations extérieures.

ART. 17.

Le Roi fait les traités concernant les possessions coloniales.

Il en donne connaissance aux Chambres

HOOFDSTUK III.

Van den Minister van Koloniën en van den Kolonialen Raad.

ART. 14.

Er wordt, op de koloniale begrooting, een Ministerie van Koloniën ingesteld.

De Minister van Koloniën wordt door den Koning benoemd en ontslagen. Hij maakt deel uit van den Ministerraad.

Artikelen 86 tot 91 der Belgische Grondwet zijn op hem van toepassing.

ART. 15.

De Koloniale Raad bestaat uit vier leden door den Koning voor vier jaar benoemd. Telken jare treedt één lid af.

De leden van den Raad kunnen door den Koning worden ontslagen.

Twée der leden van den Raad moeten betrekkingen van bestuurlijken, rechterlijken of militairen aard in de koloniale bezittingen waargenomen of er deel gehad hebben in het bestuur eener nijverheids- of handelsinrichting.

ART. 16.

De Koloniale Raad beraadslaagt over al de hem door den Koning overgelegde vraagstukken.

's Raads adviezen worden gegeven bij volstreckte meerderheid van stemmen.

De zittingen worden gehouden onder voorzitterschap van den Minister van Koloniën; deze heeft er beraadslagende stem.

HOOFDSTUK IV.

Van de buitenlandsche betrekkingen.

ART. 17.

De Koning maakt de verdragen betreffende de koloniale bezittingen.

Hij brengt ze ter kennis van de Kamers,

aussitôt que l'intérêt et la sûreté de la colonie le permettent, en y joignant les communications convenables.

Les traités de commerce, ceux qui pourraient grever l'État ou lier individuellement les Belges, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Nul échange, nulle cession de territoire, à titre temporaire ou définitif, gratuit ou onéreux, ne peut avoir lieu sans la ratification des Chambres.

ART. 18.

Le Ministre des Affaires Étrangères du Royaume possède dans ses attributions les relations des possessions coloniales avec les puissances étrangères.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

ART. 19.

Les jugements rendus en matière civile et commerciale par les tribunaux belges sont exécutoires de plein droit dans les possessions coloniales.

Les jugements rendus dans la même matière par les tribunaux coloniaux sont exécutoires de plein droit en Belgique.

ART. 20.

Le Belge accusé d'avoir commis dans la colonie un crime ou un délit, et qui se sera réfugié en Belgique, y sera jugé conformément aux lois belges.

ART. 21.

Les fonctionnaires et les militaires belges qui sont autorisés à accepter des emplois dans la colonie, conservent leur ancienneté et leurs droits à l'avancement dans l'administration ou l'arme qu'ils ont temporairement quittée.

onder bijvoeging van de passende mededeelingen, zoodra het belang en de veiligheid der kolonie het toelaten.

De handelsverdragen, de verdragen die den Staat zouden kunnen bezwaren of de Belgen persoonlijk verbinden, worden eerst van kracht na goedkeuring door de Kamers.

Ruiling noch afstand van grondgebied, hetzij tijdelijk of voorgoed, hetzij kosteloos of onder bezwarende voorwaarde, mag geschieden dan mits bekrachtiging door de Kamers.

ART. 18.

De betrekkingen tusschen de koloniale bezittingen en de vreemde mogendheden, behooren tot de bevoegdheid van 's Rijks Minister van Buitenlandsche Zaken.

HOOFDSTUK V.

Algemeene bepalingen.

ART. 19.

De vonnissen in burgerlijke zaken en in handelszaken door Belgische rechtbanken uitgesproken, zijn van rechtswege uitvoerbaar in de koloniale bezittingen.

De vonnissen in dezelfde zaken, door de koloniale rechtbanken uitgesproken, zijn van rechtswege uitvoerbaar in België.

ART. 20.

De Belg, die beschuldigd is in de Kolonie eene misdaad of een wanbedrijf te hebben gepleegd, en die in België de wijk heeft genomen, zal in België overeenkomstig de Belgische wetten terechtstaan.

ART. 21.

De Belgische ambtenaren en militairen, die gemachtigd worden tot aanvaarding van betrekkingen in de kolonie, behouden hunnen ouderdomsrang en hunne aanspraak op bevordering in het beheer of het wapen dat zij tijdelijk verlaten hebben.

ART. 22.

Indépendamment du drapeau et du sceau de la Belgique, la colonie du Congo peut faire usage du drapeau et du sceau dont s'est servi l'Administration du Congo.

ART. 23.

Les décrets, règlements et autres actes en vigueur dans les possessions coloniales conservent leur force obligatoire, sauf les dispositions qui sont contraires à la présente loi et qui sont abrogées.

ART. 24.

Tout projet de modification ou d'addition à la présente loi sera, si le Gouvernement le demande, soumis à l'avis du Conseil colonial.

Donné à Ostende, le 7 août 1901.

ART. 22.

Behalve de vlag en het zegel van België, mag de Congo-kolonie de vlag en het zegel gebruiken waarvan het Congo-beheer zich bediend heeft.

ART. 23.

De decreten, reglementen en andere akten, die in werking zijn in de koloniale bezittingen, behouden hunne verbindende kracht, met uitzondering van de bepalingen die in strijd zijn met deze wet en daarbij vervallen zijn.

ART. 24.

Over alle ontwerp tot wijziging van of toevoeging aan deze wet, zal, zoo de Regearing het aanvraagt, het advies van den Kolonialen Raad worden ingewonnen.

Gegeven te Oostende, den 7^e Augustus 1901.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

B^{on} M. VAN DER BRUGGEN.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

JUL. LIEBAERT.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1904.

Ontwerp van wet betreffende de Regeering in België's koloniale bezittingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel één van de in 1893 gewijzigde Grondwet voorziet de aanwerving, door België, van koloniën, w. z. overzeesche bezittingen of protectoraten, en bepaalt dat zij onder het beheer zullen staan van bijzondere wetten.

Vroeger was bij artikel 2 van de Overeenkomst van 3 Juli 1890 bepaald, dat eene wet het bijzonder regeeringsstelsel zou regelen, waaronder de Congolanden zouden staan ingeval België, gebruik makende van het hem door datzelfde artikel toegekend recht, den Congo-Vrijstaat zou annexeren bij het verstrijken van den door de Overeenkomst gestelden tijd.

Daar die tijd aangebroken is, zoo hebben de Kamers eene wet goedgekeurd tot voorbehouding van België's annexatie-recht.

Niettemin heeft de Regeering het gepast geacht van heden af aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van de inrichtingswet voor te dragen, dat zij vroeger ter studie had gelegd; wat dat ontwerp in hoofdzaak is, werd reeds uiteengezet in het antwoord op eene der vragen, welke gesteld werden door de Commissie die belast was met het onderzoek van de onlangs door de Kamers goedgekeurde wet.

Met aldus te handelen, beantwoordt de Regeering aan eenen wensch van de volksmeening, waarvan, onder anderen, de Antwerpsche Kamer van Koophandel de tolk is geweest. Naar bekend is, heeft bedoeld genootschap niet alleen den wensch geopperd, dat het beheer van Congo bij den Koning, souverain van den Vrijstaat, blijve berusten, maar nog den wensch dat eerlang, in 't vooruitzicht van alle mogelijke gebeurtenissen, de inrichtingswet worde opgemaakt, die door de annexatie noodzakelijk worden zal.

H

Die dubbele wensch heeft, naar het schijnt, een gunstig onthaal genoten in de Wetgevende Kamers.

Men is het vrij eens om te bekennen dat het hoogst wenschelijk is geenerlei onzekerheid te laten voortbestaan omtrent de wijze waarop Congo eens als Belgische kolonie zal worden beheerd. De omstandigheden die het vraagstuk betreffende de annexatie opnieuw zullen opwerpen, kunnen vooralsnu niet voorzien worden, maar, wat zij ook mochten wezen, met vrij grooter gemak zullen de Kamers een besluit kunnen nemen, indien men alsdan vast weet op welke wijze de kolonie geregeerd zal worden. Aldus zullen de beraadslagingen der Wetgevende Kamers steunen op eenen bekenden, op voorhand aangenomen grondslag, en zal de overgang van persoonlijke vereeniging tot annexatie kunnen geschieden zonder last noch schok.

Het wetsontwerp, dat de Regeering de eer heeft aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, is door deze beschouwingen ingegeven. Het bepaalt in hare hoofdzaken de betrekkingen van het moederland met de koloniale bezittingen, welke België mocht aanwerven; het regelt de bevoegdheid van alle met het beheer dier bezittingen belaste machten; het stelt, ten slotte, de waarborgen vast, welke het inrichten van eene geregelde regeering en het vrijwaren van particuliere rechten vergen.

Dat ontwerp werd opgevat met het doel, België's koloniaal publiek recht op duurzamen grondslag te vestigen; het is, om zoo te zeggen, bestemd om het charter onzer koloniën te worden.

Zooals wij het zooeven hebben gezegd, heeft de Regeering hare inzichten reeds laten kennen omtrent het regeeringsstelsel dat in de Belgische koloniën dient toegepast.

Dat stelsel is het grootst mogelijke koloniaal zelfbeheer. In constitutioneele en parlementaire Staten, welker wetstelsel ons tot voorbeeld kan strekken, berusten de macht om wetten voor de koloniën te maken en de macht om ze ten uitvoer te leggen, bij het Hoofd van den Staat; de Kamers hebben er enkel het recht wetten te maken in sommige zaken, die tot hare bevoegdheid blijven behooren, omdat die zaken in nauw verband staan met 's lands hoofdzakelijke belangen en betrekking hebben op het recht van toezicht waarvan het Parlement geen afstand zou kunnen doen, zonder de banden tusschen kolonie en moederland te verbreken.

Onder verschillende vormen, zijn die grondbeginselen aangenomen in Italië, zooals in Engeland voor de bezittingen, bekend onder de benaming « Crown colonies »; zij behooren ook tot den grondslag der Fransche koloniale instellingen.

Om ze in België in te voeren, kunnen wij ons niet alleen op het voorbeeld der groote koloniale Mogendheden, maar tevens op eigen opgedane ervaring beroepen.

Congoland, dat onder het stelsel van persoonlijke vereeniging tot stand kwam, dankt zijne inrichting aan den ondernemingsgeest van den Souverein, daartoe bijgestaan door Belgische officieren en ambtenaren. Thans staan wij

tegenover eenen Staat die volledig en goed ingericht is, die een wetboek voor burgerlijke en lijfstraffelijke zaken bezit en die over een ambtenaarskorps met reeds eigene bestuursoverleveringen beschikt.

De tijd der eerste grondvesting is voorbij; er hoeft niets meer dan met volharding voort te gaan op den tot heden gevolgden weg, die tot zulke vruchtbare uitkomsten leidde, en wel met aan eene Regeering, die bewezen heeft wat zij vermag, de verbeteringen toe te brengen welke hare geleidelijke ontwikkeling en de steeds toenemende vereischten van den vooruitgang der beschaving onder de inboorlingen zullen vergen.

De inrichtingswet dient met die ervaring rekening te houden. Zij draagt den Koning niet alleen de macht op, de kolonie in den breedsten zin van het woord te beheeren, maar tevens de macht tot wetgeving op ieder gebied.

Artikel één der Grondwet laat zich in dat opzicht vrij uitbreiden.

« Het ware wenschelijk. — aldus luidt het verslag van de Commissie, belast » met het onderzoek van de ontwerpen tot grondwetsherziening in 1893, — » dat de Grondwet het beginsel van de aanwerving en stichting van koloniën » regelde. Deze zouden geen deel uitmaken van 's lands grondgebied. » De gewone wetgever zou alles bepalen wat de koloniale inrichting mocht » aangaan en de burgerlijke en staatkundige rechten van de onder Belgisch » bewind levende bevolkingen vaststellen. »

Tijdens de bespreking, legde het Hoofd van het Kabinet verklaringen in denzelfden zin af, en deze erlangden de goedkeuring der Kamer.

Met te bepalen dat de Belgische koloniën door bijzondere wetten zullen beheerd worden, heeft de wetgever willen verstaan, dat de Grondwet zelve niet van rechtswege van toepassing is in de overzeesche bezittingen. Derhalve moet de inrichtingswet bepalen welke schikkingen van onze Grondwet in de koloniën best zullen gelden, in het drievoudig opzicht van de wijze van uitoefening van de den Koning opgedragen machten, van de in de Grondwet neergeschreven waarborgen, waarvan de Belgen in overzeesche bezittingen niet kunnen beroofd worden, ten slotte, van het recht van toezicht der Kamers op het beheer der koloniale zaken.

Daarover handelen hoofdstuk I en II van de wet. Hoofdstuk III is gewijd aan den Minister van Koloniën en den Kolonialen Raad; hoofdstuk IV handelt over de betrekkingen met het buitenland; het laatste hoofdstuk behelst enkele algemeene bepalingen.

Wegens de financieele betrekkingen tusschen de kolonie en het moederland, blijkt ten duidelijkste uit de wet in haar geheel, dat beider financiën zooveel mogelijk moeten gescheiden blijven. Zoo zal ons koloniaal stelsel, van den beginne af, berusten op eenen grondregel die heeft bijgedragen tot den gunstigen uitslag der Engelsche kolonisatie en die behoort tot de hervormingen, welke gewenscht worden door de koloniale Mogenheden, wier wetgeving niet denzelfden weg is opgegaan.

Artikel één verleent den Koning de wetgevende macht en de uitvoerende macht in de koloniale bezittingen, met deze enkele beperking dat, voor al

wat Hij doet, een daarvoor verantwoordelijke minister de akten van den Souverein medeonderteekeut.

De uitoefening van de wetgevende macht moet met een bijzonderen waarborg gepaard gaan. Hierin verschillend van den eenvoudigen maatregel van bestuur, moet de wet, daar zij van rechtswege bindend is voor allen, die eraan onderworpen zijn, ook ter kennis van allen worden gebracht : geen decreet kan dus wetskracht hebben, zoo het niet in den voorgeschreven vorm is bekend gemaakt (art. 2).

Hoe uitgebreid de wetgevende macht ook weze, die in de koloniale bezittingen aan de Kroon is toegekend, scheen het onontbeerlijk sommige regelen te stellen tot bepaling van de uitoefening dier macht op het gebied van geld- en rechtswezen. Die regelen zijn aan de Grondwet ontleend; in alle beschaafde Staten worden zij aangetroffen; zij hebben tevens ten doel de persoonlijke rechten te doen eerbiedigen. In de Grondwet zijn omtrent die onderwerpen eene reeks waarborgen bepaald, waarbij de bevoegdheid van de wetgevende macht en van de uitvoerende macht wordt beperkt. Door het ontwerp van inrichtingswet wordt de werking daarvan uitgebreid tot de overzeesche bezittingen, in zulke mate als strookt met de bijzondere vereischten van het beheer van verafgelegene en nog voor het meerendeel weinig beschaafde streken.

Wat het geldwezen betreft, schijnt het te volstaan met op de kolonie het grondbeginsel toe te passen, dat de financieele instellingen ten onzent beheerscht : geen tolrecht, geene belasting of eenige vrijstelling van belasting mogen worden ingevoerd tenzij per decreet (art. 3), dat wil zeggen, door eene wetskracht hebbende akte van de souvereine macht.

In geen enkelen goed ingerichten Staat wordt het beheer gevoerd zonder eene behoorlijk opgemaakte begrooting van ontvangsten en uitgaven. Luidens artikel 3 wordt de begrooting voor de kolonie telken jare door den Koning vastgesteld. De toekenning van die bevoegdheid aan den Souverein scheen noodzakelijk te wezen omdat men geen gedecentraliseerd, zelfstandig bestuur zou kunnen inrichten hebben, zoo men, wat de begrooting betreft, eene tusschenkomst der Kamers hadde erkend onder den vorm van eene stemming tot goedkeuring of verwerping van elken post der ontvangsten of uitgaven.

De Grondwet verleent den Koning het voorrecht tot het slaan van munt. Dat voorrecht wordt hem eveneens toegezegd door artikel 4 voor het slaan van de voor de kolonie onmisbare kopermunt. Maar het spreekt, dat deze geen wettigen koers in België hebben kan.

Voorts zal 's Rijks wettige goud- en zilvermunt in de kolonie gangbaar zijn onder dezelfde voorwaarden als in België. Daar het noodig zal zijn er, ten gerieve van de kolonie, eene bepaalde hoeveelheid te slaan, is het billijk, dat de mogelijke winst uit die aanmuntung de koloniale begrooting ten goede kome.

Artikel 6 draagt den Koning de inrichting op van het burgerlijk Gerecht en van het militaire Strafgerecht. Die inrichting mag enkel bij decreet

geschieden. Recht wordt gesproken en ten uitvoer gelegd in naam des Konings, bij met redenen omkleede vonnissen (art. 9); de Koning benoemt de rechterlijke ambtenaren (art. 7) en bezit, evenals in België, het recht van gratie (art. 10).

De voorwaarden onder dewelke het gerecht in de koloniën uitgeoefend wordt, veroorloven niet de schikkingen van de rechterlijke inrichting ten onzent zonder eenige wijzigingen aan te nemen.

De Koning mag de burgerlijke rechters ontslaan, evenals zulks in de meeste koloniën is aangenomen, maar zulk ontslag mag enkel worden uitgesproken op voorstel van den gouverneur-generaal, die het advies van den voorzitter van de beroepsrechtbank der kolonie zal inwinnen (art. 7).

Eveneens kunnen overwegingen in 't belang der openbare veiligheid in de kolonie ertoe leiden dat de Koning, binnen een bepaald grondgebied, de werking van de burgerlijke hoven en rechtbanken schorse, en de uitoefening van het strafrecht aan de militaire rechtsmacht opdrage. Dat recht wordt hem door artikel 8 toegekend.

De bijzondere noodwendigheden voor de regeering van eene kolonie vereischen dat de ambtenaar die den Koning in de bezitting vertegenwoordigt en er het beheer voert, over eene zeer uitgebreide macht beschikke.

Volgens artikel 10 van het ontwerp, mag de Koning de uitvoerende macht op den gouverneur-generaal overdragen.

Soms vergen het belang en de veiligheid van de kolonie een kloek en kort besluit, dat verder reikt dan de gewone daden van bestuur, zonder dat de gouverneur den tijd hebbe er te Brussel voorkennis van te geven, er den toestand in al zijne bijzonderheden bloot te leggen, en de noodige maatregelen vanwege de opperste macht uit te lokken. Artikel 10 veroorlooft dat hij, in zulk geval, de uitvoering van de decreten tijdelijk schorst en wetskracht hebbende bepalingen uitvaardigt. Maar het is van belang, dat zulke verordeningen, ontstaan door tijdelijke omstandigheden of onvoorziene voorvallen, de uitzondering blijven en slechts voorloopig zijn. Om voorgoed bindend te worden, moeten zij door den Koning goedgekeurd zijn; worden zij op die wijze niet bevestigd binnen den tijd van één jaar, zoo houden zij van rechtswege op uitvoerbaar te zijn.

Hoofdstuk II handelt over het jaarverslag aan de Kamers. 't Is onder dezen vorm dat de Regeering meent de betrekkingen te moeten vaststellen tusschen de openbare machten in het moederland en den Koning, bij wien het souverein gezag in de kolonie berust.

De verschillende onderwerpen die het jaarverslag zal behelzen, zijn aangewezen bij artikel 11. Dat verslag is een algemeen overzicht van den staatkundigen, economischen, geldelijken en zedelijken toestand van de kolonie; daaraan zullen als bijlage worden toegevoegd de begrooting voor het loopende jaar en de rekening over het laatste afgesloten dienstjaar.

Zoo zullen de Kamers beschikken over alle noodige inlichtingen om te oordeelen niet alleen over den toestand van de kolonie, maar tevens over de staatkunde waardoor hare Regeering zich leiden laat, over de ontwerpen

van het koloniaal beheer, over zijne gunstige uitkomsten en over de moeilijkheden die het zal op te lossen en de hinderpalen die het zal te overkomen hebben.

Alsdan zal het Parlement bij machte zijn over te gaan tot het bij artikel 15 voorzien onderzoek. De debatten, welke dat onderzoek zal uitlokken, zullen van aard zijn het land volledig in te lichten over den gang der zaken.

Het is licht te begrijpen, dat er erge bezwaren aan verbonden zouden zijn, de vraagstukken betreffende de regeering van de kolonie vóór de Kamers te brengen buiten den tijd van de indiening van het jaarverslag.

Zulke besprekingen, die zich naar aanleiding van alles mochten voordoen, zouden van aard zijn om den geregelde gang van het beheer der kolonie te verhinderen en daardoor zou het gewettigd toezicht van de Kamers eene bemoeiing worden, die strijdig zou zijn met de beginselen der inrichtingswet. Daarom bepaalt artikel 15, alhoewel daarbij het onvervreemdbaar recht van de leden der Wetgevende Kamers wordt erkend tot het stellen van vragen aan de Regeering of tot het ondervragen van deze over de koloniale staatkunde, dat de uitoefening van dat recht, buiten het hooger bedoeld jaarlijksch onderzoek, onderworpen zal zijn aan de toestemming van den Minister van Koloniën, welke toestemming niet zal worden geweigerd tenzij de onderzaging, uit hoofde van de omstandigheden, ongelegen mocht komen en strijdig mocht zijn met de belangen van de kolonie.

Hoofdstuk III handelt over den Minister van Koloniën en over den Kolonialen Raad.

Het bezit van eene kolonie leidt tot de oprichting van beheersdiensten die ter zetelplaats van het Middenbestuur onontbeerlijk zijn.

Die beheersdiensten zullen een ministerieel Departement uitmaken, dat van de andere onafhankelijk is. Het strookt met den grondregel van financieel zelfbeheer der kolonie, dat de lasten, aan die diensten verbonden, door de koloniale begrooting worden bestreden.

Hooger werd gezegd dat geene akte des Konings uitwerking hebben kan zoo zij niet door eenen Minister medeonderteeekend is. Deze minister zal het hoofd van het nieuwe Departement zijn. Als tegenover de Kamers verantwoordelijke vertegenwoordiger van den Souverein, moet hij door den Koning benoemd en ontslagen worden. Hij zal dus zijn een Belgisch minister, belast met eene bijzondere soort van 's lands zaken. Als zoodanig, zal hij deel uitmaken van den Ministerraad en denzelfden rang bekleeden als zijne ambtgenooten. Derhalve dienen artikelen 86 tot 91 van de Grondwet op hem van toepassing te zijn. Nevens hem is een raadgevend korps ingesteld, bestaande uit vier leden door den Koning voor vier jaar benoemd.

De Minister van Koloniën is voorzitter van den Kolonialen Raad en heeft er beraadslagende stem.

De Raad, wiens bevoegdheid bestaat in het uitbrengen van adviezen over de hem door den Koning voorgelegde vraagstukken, is bestemd tot het vergemakkelijken van het beheer der kolonie, daar hij den Souverein heeft voor te lichten over al de maatregelen, welke de ervaring mocht ingeven.

Opdat hij in staat worde gesteld die taak te vervullen, moeten twee zijner leden betrekkingen van bestuurlijken, rechterlijken of militairen aard in de koloniale bezittingen waargenomen of er deel gehad hebben in het bestuur van eene nijverheids- of handelsinrichting.

Hoofdstuk IV handelt over de betrekkingen met het buitenland.

Door de Grondwet wordt het bestuur van België's betrekkingen met het buitenland aan den Koning opgedragen. Dit zou voor de betrekkingen van de koloniën met de vreemde Mogendheden niet anders kunnen wezen.

Maar deze betrekkingen staan zóo nauw in verband tot die welke België met diezelfde Mogendheden heeft, dat het niet mogelijk is ze daarvan af te scheiden op het gebied der ministerieele bevoegdheid en verantwoordelijkheid: hier kunnen de redenen niet worden ingeroepen, die men zóo terecht doet gelden om den Koning eene onafhankelijke macht te verzekeren bij het inwendig beheer der kolonie. Dientengevolge zullen de buitenlandsche zaken van de overzeesche bezittingen worden behandeld door 's Rijks Minister van Buitenlandsche Zaken (art. 18).

In buitenlandsche zaken, bestaat de voornaamste bevoegdheid des Konings in het sluiten van internationale verdragen.

Artikel 17 verleent den Koning datzelfde voorrecht wat betreft de verdragen welke de koloniale belangen zullen vergen, en wel onder dezelfde voorbehoudingen als bij artikel 68 van de Grondwet zijn gesteld.

Hoofdstuk V van het ontwerp is gewijd aan enkele algemeene bepalingen van verschillenden aard. Hier volstaat het ze op te noemen:

Artikel 19 verzekert de uitvoerbaarheid in de koloniën van de door Belgische rechtbanken uitgesproken vonnissen in burgerlijke zaken en in handelszaken; en, in België, de uitvoerbaarheid van vonnissen van denzelfden aard, in de koloniën uitgesproken.

Daar diezelfde bepaling niet op strafgerecht kan worden toegepast, zal de Belg, die in de koloniën beschuldigd is van misdaad of wanbedrijf en die in België de wijk heeft genomen, niet aan de koloniale rechtsmacht worden uitgeleverd, maar zal hij in België en wel overeenkomstig de Belgische wet terecht staan (art. 20).

Artikel 21 handhaaft de officieren en ambtenaren die in de koloniën dienst nemen, in hun recht op bevordering bij het Belgisch leger of beheer.

Bij artikel 22 wordt aan het koloniaal beheer veroorloofd het zegel en de vlag, welke het tot dusverre gebezigd heeft, voort te gebruiken. Die bepaling is vooral noodzakelijk in Congo, waar niet zonder ernstige bezwaren kan worden afgezien van de vlag van den Vrijstaat, de eenige, welke de inboorlingen kennen.

Artikel 23 handhaaft de verbindende kracht van de in de kolonie bestaande decreten en besluiten, die niet in strijd mochten zijn met de ontworpen wet. Ten slotte onderwerpt artikel 24 aan het voorafgaand advies van den Kolonialen Raad, zoo de Regeering het aanvraagt, elke wijziging van of elke toevoeging aan diezelfde wet.

De Regeering koestert de hoop dat het ontwerp van inrichtingswet, zooals het hier is toegelicht, aan de bedoelingen der Kamers beantwoordt. en dat zij niet zullen aarzelen het goed te keuren.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE PAVEREAU.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

De Minister van Landbouw,

B^o M. VAN DER BRUGGEN.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

B^o SURMONT DE VOLSBERGHE.

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

JUL. LIEBAERT.

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES.

KONING DER BELGEN,

A tous présents et à venir, Salut.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

Op voorstel van Onzen Raad van Ministers,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

*De l'exercice des pouvoirs.**Van de machtuitoefening.*

ARTICLE PREMIER

EERSTE ARTIKEL.

Les pouvoirs législatif et exécutif dans les possessions coloniales de la Belgique appartiennent au Roi.

De wetgevende macht en de uitvoerende macht in België's koloniale bezittingen, berusten bij den Koning.

Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un Ministre.

Geene akte des Konings kan uitwerking hebben, indien zij niet medeondertekend is door eenen Minister.

ART. 2.

ART. 2.

Le pouvoir législatif est exercé par voie de décrets.

De wetgevende macht wordt door middel van decreten uitgeoefend.

Aucun décret n'est obligatoire qu'après avoir été publié.

Geen decreet is verplichtend dan na bekendmaking.

ART. 3.

ART. 3.

Aucune taxe douanière, aucun impôt ne peuvent être établis ni aucune exemption d'impôt accordée que par décret.

Geen tolrecht, geene belasting mogen ingevoerd, noch eenige vrijstelling van belasting mag verleend worden, tenzij bij een decreet.

ART. 4.

Les monnaies d'or et d'argent ayant cours en Belgique ont cours dans la colonie aux mêmes conditions qu'en Belgique.

Le bénéfice qui pourra résulter de la frappe des monnaies belges nécessaires à la colonie sera attribué au budget colonial.

Il est loisible au Roi de frapper des monnaies de billon spéciales pour la colonie; ces monnaies n'ont pas cours en Belgique.

ART. 5.

Le budget des recettes et des dépenses des possessions coloniales est arrêté chaque année par le Roi.

ART. 6.

Le Roi organise par décret la justice civile et la justice militaire répressive.

ART. 7.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont nommés et révoqués par le Roi.

La révocation des juges civils ne peut avoir lieu que sur la proposition du Gouverneur Général qui prendra l'avis du président du tribunal d'appel de la colonie.

ART. 8.

Le Roi peut, pour des raisons de sûreté publique, suspendre dans un territoire déterminé l'action des cours et tribunaux civils et confier l'exercice de la justice répressive aux juridictions militaires.

ART. 9.

La justice est rendue et exécutée au nom du Roi.

Tout jugement est motivé.

Le Roi a le droit de remettre, de réduire et de commuer les peines.

ART. 4.

De in België gangbare gouden en zilveren munt is gangbaar in de kolonie onder dezelfde voorwaarden als in België.

De winst, die het slaan van Belgische, voor de kolonie noodige munt, mocht afwerpen, zal de koloniale begrooting ten goede komen.

Het staat den Koning vrij bijzondere kopermunt te slaan voor de kolonie; die munt is niet gangbaar in België.

ART. 5.

De begrooting van inkomsten en uitgaven der koloniale bezittingen wordt ieder jaar vastgesteld door den Koning.

ART. 6.

De Koning richt bij decreet het burgerlijk gerecht en het militaire strafgerecht in.

ART. 7.

De rechterlijke ambtenaren worden door den Koning benoemd en ontslagen.

Het ontslaan van burgerlijke rechters mag alleen geschieden op voorstel van den Gouverneur-Generaal, die het advies inwint van den voorzitter der beroepsrechtbank van de kolonie.

ART. 8.

Om redenen van openbare veiligheid, mag de Koning, binnen een bepaald grondgebied, de werking van de burgerlijke hoven en rechtbanken schorsen en de uitoefening van het strafgerecht aan de militaire rechtsmacht opdragen.

ART. 9.

Recht wordt gesproken en ten uitvoer gelegd in naam des Konings.

Ieder vonnis is met redenen omkleed.

Den Koning behoort het recht, onthefing, vermindering en verwisseling van straf te verleenen.

ART. 10.

Le Roi peut déléguer le pouvoir exécutif au Gouverneur Général de la colonie.

Il peut l'autoriser, lorsque l'intérêt ou la sûreté de la colonie l'exigent, à suspendre momentanément l'exécution des décrets et à porter lui-même des dispositions ayant force de loi.

Mais les ordonnances ayant cet objet cessent d'être exécutoires après un délai d'un an si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

CHAPITRE II.

Du rapport annuel aux Chambres.

ART. 11.

Chaque année, il est présenté aux Chambres, au nom du Roi, un rapport sur l'administration des possessions coloniales.

Ce rapport contient tous les renseignements propres à éclairer la représentation nationale sur la situation politique, économique, financière et morale de ces possessions.

ART. 12.

Le budget des possessions coloniales, pour l'année courante, ainsi que le compte définitif des recettes et des dépenses du dernier exercice clôturé, sont communiqués en annexe du rapport annuel.

ART. 13.

Lors du dépôt de ce rapport, les Chambres examinent les actes de l'administration coloniale.

En tout autre temps, les questions et les interpellations relatives aux possessions coloniales ne seront portées à l'ordre du jour des Chambres que si le Ministre des Colonies y donne son adhésion.

ART. 10.

De Koning mag de uitvoerende macht overdragen op den Gouverneur-Generaal der kolonie.

Wanneer het belang of de veiligheid van de kolonie het vereischt, mag Hij hem machtigen tijdelijk de uitvoering der decreten te schorsen en zelf wetskracht hebbende bepalingen uit te vaardigen.

Maar de verordeningen met dit doel genomen, houden op uitvoerbaar te zijn na één jaar, indien zij, vóór het verstrijken van dien tijd, niet bij decreet goedgekeurd zijn.

HOOFDSTUK II.

Van het jaarverslag aan de Kamers.

ART. 11.

Er wordt ieder jaar aan de Kamers, in 's Konings naam, een verslag aangeboden over het beheer der koloniale bezittingen.

Dat verslag bevat al de inlichtingen die van aard zijn de nationale vertegenwoordiging op de hoogte te stellen van den staatkundigen, economischen, geldelijken en zedelijken toestand dier bezittingen.

ART. 12.

De begrooting der koloniale bezittingen, voor het loopend jaar, alsmede de slotrekening van inkomsten en uitgaven over het laatste gesloten dienstjaar, worden overgelegd als bijlage aan het jaarverslag.

ART. 13.

Bij de aanbieding van dat verslag, onderzoeken de Kamers de handelingen van het koloniaal beheer.

Op elk anderen tijd, worden vragen en ondervragingen betreffende de koloniale bezittingen alleen mits toestemming van den Minister van Koloniën aan de dagorde der Kamers gebracht.

CHAPITRE III.

Du Ministre des Colonies et du Conseil colonial.

ART. 14.

Il est créé, sur le budget colonial, un Ministère des Colonies.

Le Ministre des Colonies est nommé et révoqué par le Roi. Il fait partie du Conseil des Ministres.

Les articles 86 à 91 de la Constitution belge lui sont applicables.

ART. 15.

Le Conseil colonial se compose de quatre membres nommés pour quatre ans par le Roi. Un membre sort chaque année.

Les membres du Conseil peuvent être révoqués par le Roi.

Deux des membres du Conseil doivent avoir exercé des fonctions de l'ordre administratif, judiciaire ou militaire, dans les possessions coloniales, ou y avoir participé à la direction d'un établissement industriel ou commercial.

ART. 16.

Le Conseil colonial délibère sur toutes les questions que lui soumet le Roi.

Les avis du Conseil sont donnés à la majorité absolue des voix.

Le Ministre des Colonies préside les séances et y a voix délibérative.

CHAPITRE IV.

Des relations extérieures.

ART. 17.

Le Roi fait les traités concernant les possessions coloniales.

Il en donne connaissance aux Chambres

HOOFDSTUK III.

Van den Minister van Koloniën en van den Kolonialen Raad.

ART. 14.

Er wordt, op de koloniale begrooting, een Ministerie van Koloniën ingesteld.

De Minister van Koloniën wordt door den Koning benoemd en ontslagen. Hij maakt deel uit van den Ministerraad.

Artikelen 86 tot 91 der Belgische Grondwet zijn op hem van toepassing.

ART. 15.

De Koloniale Raad bestaat uit vier leden door den Koning voor vier jaar benoemd. Telken jare treedt één lid af.

De leden van den Raad kunnen door den Koning worden ontslagen.

Twée der leden van den Raad moeten betrekkingen van bestuurlijken, rechterlijken of militairen aard in de koloniale bezittingen waargenomen of er deel gehad hebben in het bestuur eener nijverheids- of handelsinrichting.

ART. 16.

De Koloniale Raad beraadslaagt over al de hem door den Koning overgelegde vraagstukken.

's Raads adviezen worden gegeven bij volstreckte meerderheid van stemmen.

De zittingen worden gehouden onder voorzitterschap van den Minister van Koloniën; deze heeft er beraadslagende stem.

HOOFDSTUK IV.

Van de buitenlandsche betrekkingen.

ART. 17.

De Koning maakt de verdragen betreffende de koloniale bezittingen.

Hij brengt ze ter kennis van de Kamers,

aussitôt que l'intérêt et la sûreté de la colonie le permettent, en y joignant les communications convenables.

Les traités de commerce, ceux qui pourraient grever l'État ou lier individuellement les Belges, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Nul échange, nulle cession de territoire, à titre temporaire ou définitif, gratuit ou onéreux, ne peut avoir lieu sans la ratification des Chambres.

ART. 18.

Le Ministre des Affaires Étrangères du Royaume possède dans ses attributions les relations des possessions coloniales avec les puissances étrangères.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

ART. 19.

Les jugements rendus en matière civile et commerciale par les tribunaux belges sont exécutoires de plein droit dans les possessions coloniales.

Les jugements rendus dans la même matière par les tribunaux coloniaux sont exécutoires de plein droit en Belgique.

ART. 20.

Le Belge accusé d'avoir commis dans la colonie un crime ou un délit, et qui se sera réfugié en Belgique, y sera jugé conformément aux lois belges.

ART. 21.

Les fonctionnaires et les militaires belges qui sont autorisés à accepter des emplois dans la colonie, conservent leur ancienneté et leurs droits à l'avancement dans l'administration ou l'arme qu'ils ont temporairement quittée.

onder bijvoeging van de passende mededeelingen, zoodra het belang en de veiligheid der kolonie het toelaten.

De handelsverdragen, de verdragen die den Staat zouden kunnen bezwaren of de Belgen persoonlijk verbinden, worden eerst van kracht na goedkeuring door de Kamers.

Ruiling noch afstand van grondgebied, hetzij tijdelijk of voorgoed, hetzij kosteloos of onder bezwarende voorwaarde, mag geschieden dan mits bekrachtiging door de Kamers.

ART. 18.

De betrekkingen tusschen de koloniale bezittingen en de vreemde mogendheden, behooren tot de bevoegdheid van 's Rijks Minister van Buitenlandsche Zaken.

HOOFDSTUK V.

Algemeene bepalingen.

ART. 19.

De vonnissen in burgerlijke zaken en in handelszaken door Belgische rechtbanken uitgesproken, zijn van rechtswege uitvoerbaar in de koloniale bezittingen.

De vonnissen in dezelfde zaken, door de koloniale rechtbanken uitgesproken, zijn van rechtswege uitvoerbaar in België.

ART. 20.

De Belg, die beschuldigd is in de Kolonie eene misdaad of een wanbedrijf te hebben gepleegd, en die in België de wijk heeft genomen, zal in België overeenkomstig de Belgische wetten terechtstaan.

ART. 21.

De Belgische ambtenaren en militairen, die gemachtigd worden tot aanvaarding van betrekkingen in de kolonie, behouden hunnen ouderdomsrang en hunne aanspraak op bevordering in het bekeer of het wapen dat zij tijdelijk verlaten hebben.

ART. 22.

Indépendamment du drapeau et du sceau de la Belgique, la colonie du Congo peut faire usage du drapeau et du sceau dont s'est servi l'Administration du Congo.

ART. 23.

Les décrets, règlements et autres actes en vigueur dans les possessions coloniales conservent leur force obligatoire, sauf les dispositions qui sont contraires à la présente loi et qui sont abrogées.

ART. 24.

Tout projet de modification ou d'addition à la présente loi sera, si le Gouvernement le demande, soumis à l'avis du Conseil colonial.

Donné à Ostende, le 7 août 1901.

ART. 22.

Behalve de vlag en het zegel van België, mag de Congo-kolonie de vlag en het zegel gebruiken waarvan het Congo-beheer zich bediend heeft.

ART. 23.

De decreten, reglementen en andere akten, die in werking zijn in de koloniale bezittingen, behouden hunne verbindende kracht, met uitzondering van de bepalingen die in strijd zijn met deze wet en daarbij vervallen zijn.

ART. 24.

Over alle ontwerp tot wijziging van of toevoeging aan deze wet, zal, zoo de Regering het aanvraagt, het advies van den Kolonialen Raad worden ingewonnen.

Gegeven te Oostende, den 7^e Augustus 1901.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

B^{on} M. VAN DER BRUGGEN.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

JUL. LIEBAERT.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.